

# LA SOUVERAINETÉ DES NATIONS

**U**n nombreux groupe d'intellectuels catalans a récemment présenté dans différentes villes de Catalogne une *Déclaration catalane concernant la souveraineté des nations*. Une déclaration de cette sorte peut paraître étrange à une époque de relativisation croissante, notamment en Europe, du concept de souveraineté résultant des changements économiques, culturels et politiques des dernières années. Elle peut également sembler inopportune dans des moments comme ceux que nous vivons de dramatique confrontation nationale dans l'ex-Yougoslavie. Mais précisément à cause du conflit de Bosnie, l'intelligentsia européenne en général a commencé à faire circuler un discours condamnant sans restriction tout nationalisme et ce, en insistant sur deux de ses aspects aussi impropres l'un que l'autre à faire comprendre le véritable problème. On le réduit en effet à son expression agressive et xénophobe en oubliant qu'il existe des nationalismes revendicatifs, démocratiques et pacifiques ; et on ne se souvient plus, ou on ne fait pas assez cas, des nationalismes des États européens actuels qui sont justement ceux qui entravent le processus d'union européenne.

En fait ce qui est en question c'est le problème d'une nouvelle organisation territoriale du pouvoir à partir de deux phénomènes apparemment opposés : l'institutionnalisation d'espaces politiques chaque jour plus vastes et la revendication de la souveraineté des nations qui, à l'intérieur des États actuels, sont dépendantes d'autres nations qui exercent une hégémonie sur elles.

Le premier de ces phénomènes répond aux besoins engendrés par la transnationalisation de l'économie et par l'implantation des nouvelles technologies dans les moyens d'information. Le second répond à la nécessité de maintenir des identités collectives qui s'appuient sur des langues et des cultures différenciées faisant partie du patrimoine global de l'humanité. Le problème apparaît surtout quand on constate que, au-delà des déclarations abstraites sur les droits, les identités collectives doivent, pour se maintenir, intervenir et participer aux politiques économiques et au traitement territorial de la circulation des médias. Dans ce cas, les deux phénomènes mentionnés s'imbriquent, doivent être abordés du point de vue d'une institutionnalisation



du pouvoir qui soit appropriée et, ce faisant, se convertissent inévitablement en un problème politique.

L'Europe constitue un des espaces où l'on peut le mieux observer la dynamique de ces phénomènes. Le mouvement régional européen prétend donner une réponse à un certain nombre de ces problèmes, mais il ne semble guère que le corset institutionnel prévu par le traité de Maastricht, par exemple, soit le plus apte à s'adapter aux réalités aussi diverses que celles qui composent les régions européennes. L'Écosse, la Flandre, le Pays

basque ou la Catalogne, pour citer quelques exemples, ont des besoins institutionnels différents d'autres "régions" européennes.

Dans ce contexte, par conséquent, la *Déclaration catalane concernant la souveraineté des nations* prétend promouvoir un climat de réflexion et de dialogue favorisant le respect des libertés individuelles et nationales, tout en dépassant de vieux préjugés historiques et politiques. Les intellectuels catalans défendent à la fois la souveraineté nationale au sein d'un cadre européen démocratique et la création d'un climat intellectuel et moral qui permette à cette souveraineté de s'exprimer de façon démocratique. Les actions que nous désirons impulser au plan civique et culturel visent essentiellement à :

- Encourager, à l'échelon national et international, la réflexion théorique qui nous permettra de nous acheminer, de façon critique, vers l'Europe des nations et des libertés ;
- sensibiliser l'opinion publique en faveur de projets nationaux qui soient capables de conjuguer la liberté et la solidarité ;
- faire du cadre national catalan une référence naturelle au sein de la culture, de l'information et des relations entre les citoyens."

Il s'ensuit que le but de ladite déclaration est de contribuer à un débat qui aille au-delà de toute perspective tendancieuse ou corporatiste, et qui permette de traiter le sujet sans que des préjugés qui nous empêcheraient d'analyser de façon convenable le phénomène national en Europe surgissent sur notre route. □

JORDI PORTA DIRECTEUR DE LA FONDATION JAUME BOFILL